
Déclaration du blog Arguments Pour la Lutte Sociale

DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE, DÉFENSE DE LA JEUNESSE, DÉFENSE DES REVENDICATIONS, DES SALAIRES, DES STATUTS ET DES SERVICES PUBLICS, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DU DROIT DU TRAVAIL, = UNITÉ POUR BATTRE ET CHASSER MACRON

Nous sommes dans un moment précis. Dans le pays une lame de fond monte et cherche la voie de la victoire contre toute la politique de Macron. Elle a émergé avec les Ehpad et les retraités, elle s'est amplifiée le 22 mars et lors de la grève de Carrefour, c'est elle qui a procuré force et énergie aux cheminots appelés à une grève perlée très longue.

Au moment présent, inévitablement, elle connaît un ressac. Inévitablement pourquoi ? Parce que les obstacles sont là : venant des directions syndicales (alors que la place des syndicats reste plus que jamais fondamentale) avec leurs calendriers d'action interminables combinés à la participation aux pseudo concertations avec le gouvernement, et sous la forme du vide politique à gauche.

Dans ces conditions le type de 1^{er} mai que l'on pouvait craindre s'est, avec la bénédiction et l'anticipation programmée de la préfecture de police, produit. Au lendemain de ce 1^{er} mai ce ne sont pas les blacks blocs qui doivent polariser notre attention. Ils combinent des jeunes combattifs, des groupes qui entendent se substituer par la force au mouvement réel des masses, des lumpens et toute la gamme de la provocation : on le sait. La question, c'est Macron.

Il a été décidé en haut lieu que les incidents prévus auraient lieu, les télévisions étant averties de les passer en boucle. Cette manière cynique de cultiver la violence arrive après des semaines d'agressions contre la jeunesse visant à lui interdire de s'auto-éduquer dans des AG, et de provocations d'extrême-droite multipliées depuis le 23 mars à Montpellier. Où est l'organisateur du désordre ? A l'Élysée.

Est en cause la présidence de la V^e République, qui pour casser les statuts des cheminots et des fonctionnaires, précariser la jeunesse et lui retirer le droit aux études, briser code du travail et protection sociale, doit s'attaquer aux libertés publiques en gros et en détail.

La défense de la démocratie, la défense de la jeunesse, la défense de toutes les revendications, requièrent la rupture du prétendu "dialogue social" pour exiger le retrait du pacte ferroviaire comme du plan "Action publique 2022", et la réalisation d'un Tous ensemble rapide et concentré.

Tel est le sens de la déclaration adoptée par la réunion-débat du 28 avril appelée par notre blog et par des initiateurs de l'association Espace Citoyen du Val d'Yerres :

Les participants à la réunion-débat du 28 avril pour une alternative politique ont eu une riche discussion qui sera prochainement rendue publique en vue de construire un espace de discussion pour cette alternative.

Dans l'immédiat le besoin le plus pressant monte des nombreuses luttes sociales actuelles : il consiste dans la nécessité rapide d'un Tous ensemble appuyé sur la grève, interprofessionnel, uni et généralisé, chaque secteur apportant ses revendications. Une telle initiative renforcera la mobilisation sociale et permettra d'avancer dans la perspective politique de s'unir pour chasser Macron.

La nature du mouvement engagé est d'ores et déjà politique et générale. Nous ne cherchons pas à forcer la "convergence" ou la "coagulation" des luttes, mais à leur donner une issue victorieuse. Pour cela, il faut construire politiquement l'unité pour chasser Macron.

Manifestants du 5 mai : l'unité pour chasser Macron, c'est ce que vous recherchez bien entendu. Vous ne voulez pas lui faire sa fête, vous voulez le chasser, mais pour cela il faut se grouper, vers l'action unie par la grève.

Manifestants du 13 mai appelés par le POID : chasser Macron et l'unité pour le chasser sont nos objectifs communs. Ceci exige de s'adresser aux plus larges masses, d'aller partout où elles sont, 1° mai, 5 mai et prochains mouvements, pour construire cette unité.

Grévistes du 22 mai : l'unité de toutes les fédérations de fonctionnaires est celle que vous avez imposée déjà les 10 octobre et 22 mars. Elles doivent sortir de la pseudo concertation avec qui vise à briser le statut des fonctionnaires dans l'année en cours. Ce 22 mai, des centaines de milliers de jeunes et leurs parents vont recevoir le couperet de Parcoursup. Il nous faut imposer l'action unie par la grève de tous les secteurs !

Le 2 mai 2018.

**POUR LE TOUS ENSEMBLE POUR CHASSER MACRON :
ACTION COMMUNE ET LIBRE DÉBAT !**

Abonnez-vous à notre site :
<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>